

*Le budget—M. Masters*

● (1630)

Le gouvernement a consacré 4.8 milliards de dollars aux investissements visant à favoriser cette reprise de l'économie. Le danger, quand on lance de gros chiffres à la ronde, c'est qu'ils risquent d'impressionner, mais il est certain que l'on injectera des sommes énormes dans l'économie.

Le budget me satisfait, car le ministre a reconnu que tout ce que nous pouvons faire, c'est d'utiliser des fonds comme tremplin pour le secteur privé, afin que la reprise soit permanente et que les emplois créés soient durables. Nous sommes conscients, même si nous ne le formulons pas toujours en ces termes, que le gouvernement lui-même ne peut pas faire grand-chose pour créer des emplois durables et qu'il faut s'en remettre au secteur privé. Il faut que la nation canadienne ait confiance en elle-même et en sa capacité d'être concurrentielle sur les marchés mondiaux.

On consacre donc énormément d'argent à la création directe d'emplois. Je crois que c'est l'un des faits saillants du budget, et dans un instant, j'expliquerai pourquoi cet investissement est opportun, à mon avis. Cela fait partie d'une tendance nationale essentielle qui, je l'espère, va se maintenir. Cela fait partie du processus de consultation.

A la vérité, que nous fassions preuve de sectarisme politique ou que nous nous inquiétions de nos intérêts propres en tant qu'hommes d'affaires, chefs syndicaux ou éducateurs, nous risquons toujours de travailler dans le vide. Nous savons que cela ne donne rien, mais nous avons tous et chacun notre cheval de bataille. Nous devons nous préoccuper de la situation dans notre circonscription.

A la longue, il faut beaucoup de francs désaccords pour en arriver à se rencontrer dans la bonne tribune de discussion, en partant de l'idée que nous convenons de ne pas nous entendre, mais que nous continuerons quand même de communiquer de façon à dégager un consensus. Nous pouvons alors commencer à nous soucier du bien-être de la plupart des Canadiens.

Je crois que, dans une grande mesure, le dernier budget est le résultat de la véritable consultation qui a eu lieu dans tout le pays. De nombreux députés estiment avoir participé au processus de consultation, tout comme moi, qui ai eu l'occasion de travailler avec de nombreux groupes de ma circonscription de Thunder Bay-Nipigon, qui ai entendu leurs revendications et leurs idées et les ai transmises au gouvernement. Je crois que certaines de ces idées et préoccupations sont reprises dans un budget que les Canadiens trouvent très sensé. Il n'est pas parfait, mais la perfection n'est pas encore de ce monde, monsieur le Président.

Les gens se rendent compte, je crois, que le budget prévoit des mesures visant à créer immédiatement des emplois et à mettre le pays en état d'améliorer sa situation économique et de créer des emplois à long terme. Il a aussi créé un climat permettant au patronat, au syndicat, au gouvernement et aux éducateurs de travailler ensemble à créer des emplois et à accélérer la relance économique que nous pressentons déjà.

Il y a là de nombreux avantages généraux pour le Canada, monsieur le Président. Le processus de consultation est un instrument très important et souvent oublié qui a été amélioré dans le budget. Nous consacrons tous nos efforts à accroître la compétitivité du Canada. Nous allons construire l'infrastructure nationale de façon à être mieux en mesure de servir les gens que nous voulons servir. Ce qui est plus important encore,

nous allons, en tant que nation commerçante, nous arranger pour être plus compétitifs à cause des changements rapides qui s'opèrent dans le commerce international.

Comme le Canada est une nation commerçante, je trouve excellent que le budget propose des moyens pour nous aider à trouver de nouveaux débouchés. Cela nous permettra de mieux livrer concurrence aux autres pays pour obtenir ces débouchés et d'adopter de meilleures méthodes de mise en marché à l'échelle internationale dans toutes les régions du pays. Thunder Bay est un port mondial et national. Comme seul un autre port du pays est plus achalandé que lui, ce qui se passe dans le commerce international le touche de très près.

Quand l'économie était à la baisse, bien des gens demandaient pourquoi nous attribuons nos problèmes à la situation qui existait à l'étranger. Quand on habite un pays où environ 80 p. 100 des produits manufacturés sont exportés aux États-Unis ou ailleurs, on ne peut faire autrement que se rendre compte que nous faisons partie d'une communauté mondiale. A ce moment-là, on se réjouit que le budget contienne des propositions qui visent à permettre à la Société pour l'expansion des exportations d'être plus agressive et de collaborer plus étroitement avec les fabricants et les fournisseurs de services dans des régions comme Thunder Bay. On voit aussi avec beaucoup d'intérêt la création du MERI, qui stimulera les divers secteurs économiques dans chaque région du pays, pour que toutes puissent profiter de l'expansion industrielle. Cet organisme jouera un rôle important dans l'économie du Canada, mais il aidera en même temps les hommes d'affaires des diverses régions qui sont suffisamment perspicaces pour vouloir trouver des débouchés à l'étranger.

Si je peux faire une petite digression, monsieur le Président, je tiens à noter que, comme bien d'autres exposés budgétaires, celui-ci nous rappelle que, même si le gouvernement peut faire certaines choses pour aider l'économie, le principal stimulant économique est l'esprit d'entreprise des hommes d'affaires, des dirigeants syndicaux et des enseignants. Il ne faut pas l'oublier. J'exhorte donc les habitants de ma région et d'ailleurs à coordonner leurs efforts en utilisant les programmes gouvernementaux, en examinant nos possibilités d'expansion commerciale et en se rappelant bien que c'est l'esprit d'entreprise des Canadiens qui nous permettra d'exploiter ces possibilités. Cela favorisera en revanche la reprise à long terme que nous souhaitons et nous permettra d'envisager l'avenir avec encore plus de confiance.

Le Programme national de formation professionnelle et les montants supplémentaires prévus pour aider les jeunes Canadiens constituent un aspect très important du budget. Nous nous servons de cet argent pour aider les étudiants qui doivent emprunter pour terminer leurs études. Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) a reconnu qu'il fallait travailler avec plus d'acharnement de concert avec les jeunes Canadiens en vue de trouver des solutions et de pouvoir envisager l'avenir avec confiance. A mon avis, nous ne pourrions jamais dépenser assez d'argent dans ce domaine. Nous n'aurons jamais assez de fonds pour cela. Nous devons examiner comment nous, Canadiens, traitons nos jeunes, comment nous les encourageons et quelles valeurs nous leur transmettons afin qu'ils puissent manifester un certain esprit d'initiative et se tailler un bel avenir.